

A	02/05/2018	Edition originale	G.VENTURE	M.MARTINY
Ind.	Date	Modifications	Créé par	Vérifié par

Maître d'Ouvrage

Commune de Hagondange
Place Jean Burger
57300 HAGONDANGE
Tél : 03 87 25 30 40



Maître d'Œuvre - DCE



Parc des Varimonts
30, avenue de Thionville
57140 WOIPPY
Tél. : 03.87.15.39.90

Phase : DCE			Date : 02/05/2018			Format : A4			
Pouvoir Adjudicateur			COMMUNE DE HAGONDANGE						
Marché Relatif à			REQUALIFICATION DE LA RUE DU XI NOVEMBRE						
TITRE DU DOCUMENT			REGLEMENT DE CONSULTATION Date Limite de Réception des offres : Le Jeudi 07 juin 2018 à 12h						
Index	Affaire	Chrono	Indice	Auteur	Phase	Unité	Spécialité	Fichier source	Logiciel utilisé
DCE	NX67.17.08.009	001	A	GVE	DCE	E	VRD	PdG_NX67.17.08.009_GVE	Excel

- Ce document est la propriété de NOX-Ingénierie et ne peut être divulgué sans notre autorisation écrite -

- Document réalisé informatiquement - Ne pas modifier manuellement -

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2.1.	ETENDUE ET MODE DE CONSULTATION	3
2.1.	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS	3
2.2.	COMPLEMENT A APPORTER AU D.C.E.	3
2.3.	REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	3
2.4.	FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT	4
2.5.	VARIANTES	4
2.6.	DELAIS D'EXECUTION	4
2.7.	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES.....	4
2.8.	PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS	4
2.9.	DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE	4
2.10.	MESURES PARTICULIERES CONCERNANT L'HYGIENE ET LA SECURITE DU TRAVAIL.....	4
2.11.	MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	5
2.12.	MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	5
2.13.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 3.	VISITE DU SITE.....	6
ARTICLE 4.	PRESENTATION DES OFFRES.....	6
4.1.	CAUTION.....	6
4.2.	COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE	6
ARTICLE 5.	JUGEMENT DES OFFRES.....	8
ARTICLE 6.	CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES	9
6.1.	REMISE DES OFFRES.....	9
6.2.	DEMATERIALISATION DE LA CONSULTATION	10
ARTICLE 7.	VOIE DE RECOURS	11
ARTICLE 8.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	11
8.1.	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS	11
8.2.	RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES	12

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne les travaux de requalification de la rue du XI Novembre à Hagondange.

Pour établir son offre, il est précisé que :

- *L'entreprise prendra toutes les dispositions pour ne pas gêner les accès des riverains*
- *L'entreprise devra mener ses travaux en respectant les plans de circulation et de signalisation et mettre en œuvre les moyens adaptés afin de s'adapter aux contraintes de circulation publiques et de chantier.*

Les prestations sont précisées par le Cahier des Clauses Administratives Particulières et le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Etendue et mode de consultation

Le présent marché est lancé en procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

2.1. Décomposition en tranches et en lots

Les travaux sont divisés en 2 lots définis comme suit :

- Lot 1 : Voirie
- Lot 2 : Enfouissement des Réseaux Aériens

Chaque lot fera l'objet d'un marché séparé.

Les candidats peuvent candidater pour un ou plusieurs lots.

Les candidats feront une offre de prix distincte pour chaque lot qu'ils souhaitent se voir attribuer.

2.2. Complément à apporter au D.C.E.

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au dossier de consultation.

2.3. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article 30-I 7° du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Les conditions de passation de ce nouveau contrat sont précisées dans le cahier des clauses administratives et particulières.

2.4. Forme juridique du groupement

En cas de groupement, le pouvoir adjudicateur n'exige pas de forme particulière. En revanche s'il est conjoint, un mandataire solidaire sera nécessairement désigné afin d'assurer la continuité de l'opération, qui pour des questions de sécurité du chantier de voirie, doit disposer d'un interlocuteur privilégié.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.5. Variantes

Chaque candidat doit présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation sous peine d'être rejeté.

Les variantes techniques partielles ne sont autorisées que dans la mesure où elles respectent les exigences du cahier des charges et qu'elles permettent d'obtenir les exigences suivantes :

- **Entretien réduit et simple ;**
- **Amélioration des performances de traitement ;**
- **Réduction des impacts vis-à-vis de l'environnement.**

Ces variantes seront soumises à l'agrément du Maître d'œuvre dès la notification. L'entreprise doit néanmoins répondre en tout point à la solution de base.

2.6. Délais d'exécution

Le délai d'exécution est fixé dans le cadre de l'acte d'engagement.

Il est rappelé à l'entreprise les contraintes évoquées ci-dessus (maintien des accès et de la circulation).

2.7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé, à compter de la date limite de remise des offres, à cent vingt jours.

2.8. Propriété intellectuelle des projets

Sans objet.

2.9. Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense

Sans objet.

2.10. Mesures particulières concernant l'Hygiène et la Sécurité du Travail

Les entreprises sont tenues de respecter la réglementation en vigueur. Un coordonnateur SPS sera désigné et rémunéré par le Maître d'Ouvrage. Toutes les prescriptions formulées par le coordonnateur seront à respecter par l'entrepreneur et seront réputées incluses dans les prix du marché.

Coordonnateur SPS :

Jean Noel Delaporte - ICL

2 rue La Tannerie

57070 SAINT JULIEN LES METZ

Tél : 03 87 37 30 60 / 06 80 73 78 46

lcl2@wanadoo.fr

2.11. Modifications de détail au dossier de consultation

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.12. Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Emprunts, fonds propres et dans le cadre d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la Commune.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

2.13. Contenu du Dossier de Consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Les plans
- Les déclarations de travaux
- Le formulaire DC1

- Le formulaire DC2
- Le formulaire DUME
- Le P.G.C.

Le DCE est téléchargeable sur le site internet de la ville www.hagondange.fr (rubrique Marchés Publics) ou sur la plate-forme de dématérialisation www.depoz.fr

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 3. VISITE DU SITE

Les entreprises sont invitées à se rendre sur place avant la remise de l'offre pour tenir compte de toutes les incidences et contraintes du lieu de l'opération, telles que les accès, les possibilités d'installation de chantier, le voisinage et la mise à disposition du terrain dans l'état actuel.

ARTICLE 4. PRESENTATION DES OFFRES

4.1. Cautions

Sans objet.

4.2. Composition du dossier de candidature

Le dossier à remettre par les candidats sera rédigé en langue française et comprendra toutes les pièces suivantes :

A la déclaration prévue aux articles 48 et 50 à 52 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, accompagnée des justificatifs et attestations réglementaires :

- Une **lettre de candidature** et habilitation du mandataire par ses cotraitants, une « **déclaration du candidat** » comportant les déclarations sur l'honneur visées par l'article 48 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.
- Les **certificats attestant de la régularité de la situation fiscale et sociale** du candidat, état annuel des certificats reçus ou attestations fiscales et sociales et copie du ou des jugements si l'entreprise est en redressement judiciaire,
- Auxquels s'ajoute les **déclarations sur l'honneur que le candidat** n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L324-9, L324-10, L341-6, L125-1 et L125-3 du Code du Travail d'une part, et que l'entrepreneur est en situation régulière aux regards des articles L143-3, L143-5, L620-3 et R324-4 relatifs à la lutte contre le travail clandestin d'autre part,
- Les **attestations d'assurance** "Responsabilité civile" et "Décennale" en cours de validité pour les travaux à réaliser,

- Les **certificats de qualification professionnelle et références** du mandataire et de ses cotraitants pour des travaux de même nature et de même importance.
 - Certificats de qualification FNTF
 - Certificat en cours de validité ou références équivalentes
- Indication des moyens techniques de l'entreprise ou du groupement

Nota 1 : Ne pas omettre la mention manuscrite suivante sur les photocopies : « je soussigné..., atteste sur l'honneur que la présente photocopie est conforme à l'original ». Date et signature.

Nota 2 : L'ensemble des membres du groupement d'entreprise devra produire les éléments demandés ci-dessus.

B un projet de marché comprenant :

- **Un acte d'engagement** daté et signé par les représentants qualifiés de toutes les entreprises qui seront signataires du marché : cadre joint à compléter.
- Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement,
- **Le cahier des clauses administratives particulières**, cahier joint à accepter et signer sans modification,
- **Le cahier des clauses techniques particulières**, cahier joint à accepter et signer sans modification,
- **Le bordereau des prix unitaires**, cadre joint à compléter entièrement et signer sans modification,
- **Le détail quantitatif estimatif**, cadre joint à compléter entièrement et signer,
- **Un mémoire justificatif** des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux. A ce document seront joints des documents explicatifs et notamment :
 - ❖ Une **liste de sous-traitants** que l'entrepreneur envisage de proposer à l'acceptation du Maître de l'Ouvrage après la conclusion du marché (document à joindre obligatoirement à l'offre)
 - ❖ Une **note technique** décrivant de manière détaillée les moyens humains et matériels que l'entreprise se propose de mettre en œuvre afin de garantir le respect des délais, des coûts et de la qualité d'exécution, **ainsi que les dispositions à mettre en place concernant les protections individuelles collectives**
 - ❖ Un **planning détaillé d'exécution** des ouvrages indiquant la durée des différentes phases du chantier,
 - ❖ Un plan de déviation de la circulation,
 - ❖ Des indications concernant la provenance des principales fournitures et matériaux avec les références des fournisseurs correspondants,
 - ❖ Une note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier,
 - ❖ Le S.O.P.A.Q,
 - ❖ Le S.O.S.E.D,
 - ❖ Les mesures concernant le respect de l'environnement.
- **P.G.C.**

NOTA : Toute entreprise ou groupement d'entreprise qui ne remettra pas un mémoire justificatif complet comportant l'ensemble des pièces énumérées ci-dessus verra son offre rejetée et considérée comme non conforme.

Le pouvoir adjudicateur applique le principe « Dites-le nous une fois ». Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

ARTICLE 5. JUGEMENT DES OFFRES

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les critères d'appréciation de l'offre sont :

1. Prix des prestations (60 %)

2. Valeur technique des prestations et qualité d'exécution (40 %)

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Définition des critères :

➤ Le prix : 60%

Le candidat dont la proposition financière sera la moins élevée se verra affecter la note 10. Pour les autres candidats, la notation sera déterminée en fonction de la formule suivante :

$$\text{Montant de la proposition la moins élevée} / \text{Montant de la proposition du candidat} \times 10$$

Une offre anormalement basse sera traitée suivant les dispositions de l'article 60 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

➤ La valeur technique : 40% sur les prestations proposées

Celle-ci s'appréciera à partir du mémoire technique en fonction de :

- Prise en compte des contraintes et des caractéristiques du projet : 10 %
- Moyens humains affectés au pilotage du projet, organisation générale : 10 %
- Organisation et méthodologie des études et de l'exécution des travaux : 10 %
- Mesures prises en matière d'hygiène et de sécurité du chantier et en matière de protection environnementale : 10%

L'appréciation se fera au vu de l'ensemble des éléments remis selon l'appréciation qualitative suivante :

0 point	= absence d'information
1 point	= mauvais
2 points	= passable
3 points	= moyen
4 points	= bon
5 points	= très bon

Le candidat ayant obtenu le plus de points se verra affecter la note 10.

Pour les autres candidats, la notation sera déterminée en fonction de la formule suivante :

$$\text{Nombre de points attribués au candidat} / \text{Nombre de points le plus élevé} \times 10$$

En cas de discordance entre les différentes indications de prix figurant dans l'offre d'un entrepreneur, l'indication en chiffres, hors T.V.A., figurant au bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications.

En cas de discordance entre le bordereau des prix unitaires et l'acte d'engagement ou en cas d'anomalie, d'erreurs ou d'omissions internes au détail estimatif, l'entrepreneur, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier ce détail estimatif et l'acte d'engagement pour les mettre en harmonie avec le prix indiqué le bordereau des prix unitaires.

En cas de refus, son offre sera éliminée et considérée comme non cohérente.

ARTICLE 6. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

Les offres, seront présentées sous pli cacheté et devront être adressées à :

Mairie de Hagondange

Place Jean Burger

57300 HAGONDANGE

Tél : 03 87 71 50 10

L'enveloppe extérieure portera la mention suivante :

CONSULTATION : Marché de Travaux

Hagondange – Requalification de la Rue du XI Novembre

Lot N° :

Nom de l'entreprise

Avec la mention « NE PAS OUVRIR »

6.1. Remise des offres

Les offres devront être remises contre récépissé à la Mairie aux heures d'ouvertures suivantes :

- Lundi au Vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h,

Et ce, avant les dates et heures indiquées au présent règlement soit avant **le jeudi 07 juin 2018 à 12 heures** ou, si elles sont envoyées par la poste, elles devront l'être à cette même adresse par pli recommandé avec avis de réception postal et parvenir à destination avant ces mêmes dates et heure limites.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus : ils seront renvoyés à leurs auteurs.

6.2. Dématérialisation de la consultation

6.2.1 – Principes généraux

Les échanges d'informations intervenant dans le cadre de cette consultation peuvent faire l'objet d'une transmission par voie électronique (articles 40 et 42 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics).

Les soumissionnaires doivent transmettre électroniquement leurs candidatures et leurs offres. Les soumissionnaires peuvent retirer le dossier de consultation par voie électronique sans contrainte sur leur choix de procédé de réponse.

Les documents constituant les réponses transmises par voie électronique devront être signés électroniquement, conformément à la directive européenne 1999/93/CE, au décret 2001-272 du 30 mars 2001 et aux articles 1316 à 1316-4 du code civil. Le certificat électronique utilisé pour ces signatures doit être reconnu par la procédure électronique et détenu par une personne ayant capacité à engager le soumissionnaire dans le cadre de la présente consultation.

6.2.2 – Offre remise par voie électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur sur le site : www.depoz.fr

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.
Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.2.3 – Avertissements sur les cas particuliers

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus. En effet, conformément au décret, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité du pli et l'élimination éventuelle des fichiers électroniques infectés.

Si une candidature ou une offre est remise à la fois sous forme électronique et sous forme papier, elle sera déclarée irrecevable.

Tout envoi complémentaire à une offre doit être réalisé sous la même forme (papier ou voie électronique), excepté la copie de sauvegarde.

ARTICLE 7. VOIE DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix

67000 STRASBOURG

Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Articles R 421-1 à R 421-7 du Code de justice administrative (2 mois à compter de la notification ou publication de la décision de rejet de l'organisme). Articles L 551-1 et R 551-1 du Code de justice administrative pour le référé précontractuel qui peut être exercé depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat.

ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leurs études, les candidats devront s'adresser par écrit, et ce au plus tard 7 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres :

8.1. Renseignements administratifs

Mairie de Hagondange

Services Techniques

M. KALECHE ou Mme MALLINGER

Place Jean Burger

57300 HAGONDANGE

Tél : 03 87 71 50 10

mairie@ville-hagondange.fr

8.2. Renseignements techniques

Maîtrise d'œuvre :

NOX INGENIERIE

30 avenue de Thionville

57140 WOIPPY

Tél : 03 87 15 39 90 / Fax : 03 87 51 72 48

07 86 88 91 82

g.venture@groupe-nox.com

A....., Le

L'ENTREPRENEUR